

07.05.2026

Ouvrir dans le navigateur



*Chères lectrices, chers lecteurs,*

*Cette semaine, nous nous intéressons d'abord à la croissance rapide de l'administration publique et aux pistes pour gagner en efficacité tout en limitant la bureaucratie.*

*Nous revenons aussi sur un enjeu clé pour la Suisse: pourquoi l'électricité coûte aujourd'hui plus cher à notre industrie que presque partout ailleurs en Europe? Mes collègues avancent plusieurs solutions telles que le renforcement de l'intégration de la Suisse au marché européen de l'électricité.*

*Pour terminer, nous vous proposons une réflexion sur la manière dont la Suisse peut retrouver ses repères dans un monde marqué par des crises, du protectionnisme et qui exige des réformes nécessaires qui peinent à être appliquées.*

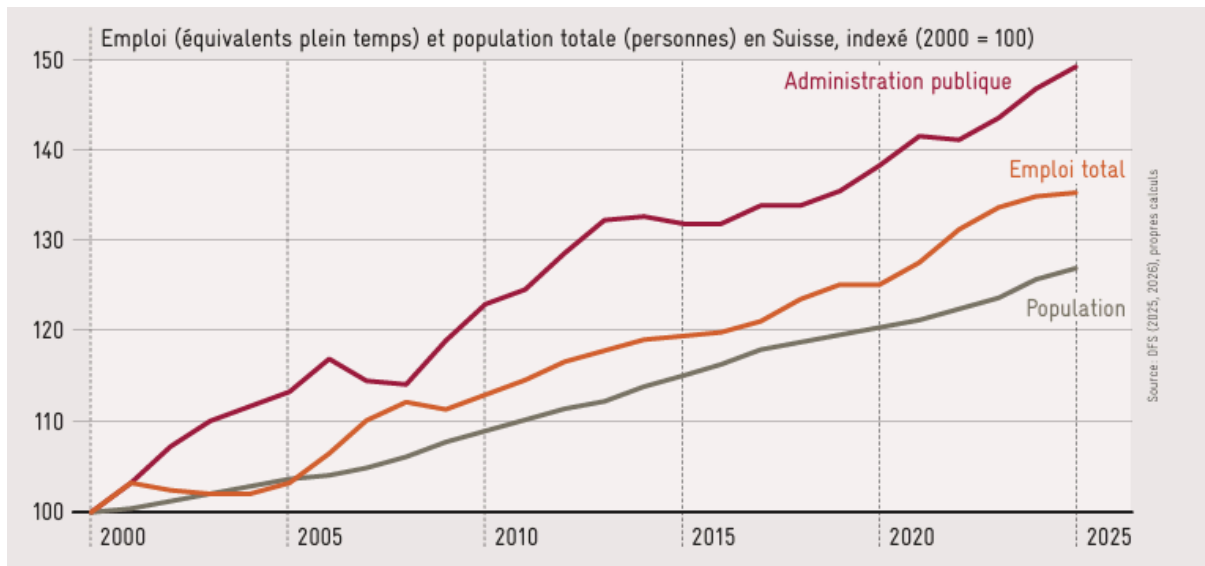
*Je vous souhaite une excellente lecture et me réjouis de vos retours,*



**Diego Taboada**  
Directeur romand

**Essential**

# Croissance effrénée de l'administration



Les responsables politiques cherchent sans cesse à renforcer son interventionnisme, ce qui stimule la croissance de l'emploi dans le secteur public. Conséquence: les dépenses de personnel à l'Etat augmentent, tandis que les entreprises privées sont de plus en plus concurrencées par les pouvoirs publics dans la course à la main-d'œuvre. Dans notre nouvel «Essential», nous montrons les réformes qui s'imposent pour contrer cette tendance défavorable.

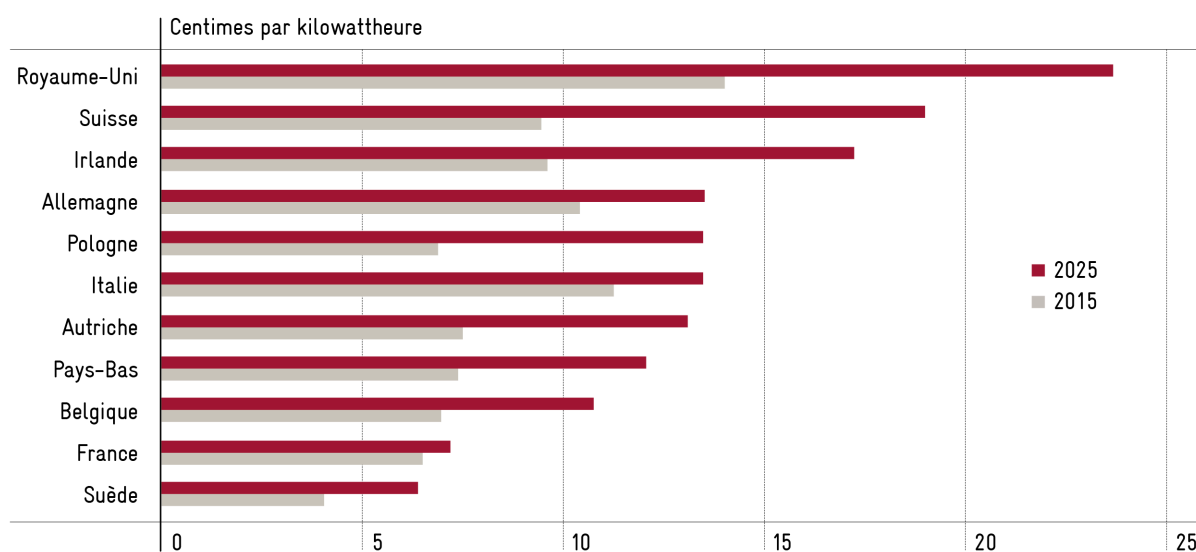
[Vers le résumé de la situation.](#)

### Electricité des industries

# Pourquoi la Suisse paie plus cher que (presque) tout le reste de l'Europe

## Comparaison des prix de l'électricité pour les gros consommateurs

En dix ans, le prix de l'électricité pour les grands consommateurs en Suisse est passé du milieu du classement à un niveau parmi les plus élevés, juste derrière le Royaume-Uni.



Source: Eurostat (2026), OFS (2026), gouvernement britannique (2026), propres calculs. Profils de référence: pays de l'UE et Royaume-Uni, 70 GWh (type IF < 150 GWh); Suisse, type GEK, 20 GWh. Données pour la Suisse hors TVA et supplément réseau. Données pour l'UE et le Royaume-Uni hors TVA et autres taxes de consommation. Les données pour la Suède se réfèrent au premier semestre 2025.

Figure: Avenir Suisse

Christoph Eisenring et Simon Stocker ont comparé les prix de l'électricité pour les gros consommateurs en Suisse à ceux des pays de l'Union européenne. Ils révèlent qu'en 2025, la Suisse se classait au deuxième rang européen des prix les plus élevés et que ces coûts ont même doublé en dix ans.

[Vers nos trois recommandations.](#)

### Une Suisse antifragile

## Comment retrouver nos repères dans un monde en plein bouleversement

Droits de douane, crises, blocage des réformes: le désordre croissant qui règne dans le monde met le système politique suisse sous pression.

Pourtant, face à l'incertitude, la solution ne réside ni dans la nostalgie ni dans un changement de système. Elle se trouve dans une force souvent sous-estimée de nos institutions: leur antifragilité.

[Vers la réflexion.](#)

💡 **Votre avis compte**

# Que faire face à la hausse des dépenses publiques?



C'était l'un des sujets de notre dernier épisode de [La parole aux Romands](#) avec Nils Soguel, spécialiste des finances publiques. Alors que le débat gagne en importance en Suisse, une question se pose: comment rééquilibrer les comptes publics?

## Quelle voie privilégieriez-vous?

- Réduire et/ou prioriser les dépenses de l'Etat.
- Augmenter les revenus à travers les impôts, les cotisations salariales et/ou la TVA.
- Autre.

Pour répondre au sondage, [écrivez-nous](#).

## Dans les médias

**Nettoyage de printemps au Parlement** Sur la base de notre idée pour une semaine dédiée à la suppression de réglementations désuètes au Parlement, le conseiller national Roger Golay a déposé une initiative parlementaire «[Trop de bureaucratie! Pour un grand ménage dans les lois et ordonnances](#)», soulignant l'inefficacité de l'accumulation législative.

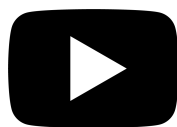
Retrouvez les détails dans un article du *Matin Dimanche* et [24 Heures](#).

**Crèches** Un article de [watson](#) souligne les défis liés à la pénurie de places en crèches ainsi que les coûts élevés qui posent problème. L'article relaie les propos de notre étude «[Quel cap pour les crèches?](#)», qui propose une revue des cadres légaux cantonaux pour que la responsabilité se situe davantage au niveau des cantons et des communes.

**Immobilier** Un article d'[allnews](#) s'est penché sur le niveau élevé de réglementation appliquée aux constructions. L'article reprend l'interview de Michele Salvi, vice-directeur, qui évoque l'exemple à ne pas suivre de Bâle-Ville: «Il en a résulté une baisse de l'offre, une mobilité résidentielle réduite et une pression accrue sur le parc immobilier.». L'article cite aussi l'exemple de Zoug où dans «zones blanches» tournent le dos à cette surréglementation. Pour Michele Salvi, cette approche temporaire allie flexibilité et cadre social clair.

**Electricité** [Allnews](#) s'est également penché sur notre article concernant le prix de l'électricité pour l'industrie en Suisse.

👉 Ecoutez (ou réécoutez) les derniers épisodes de La parole aux Romands:



[YouTube](#)



[Avenir Suisse](#)



[Apple Podcasts](#)



[Spotify](#)



[Deezer](#)

**On vous a transféré cette infolettre?**

Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos actualités.

**Qui sommes-nous?**

En tant que think tank indépendant, [Avenir Suisse](#) développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

# Nos publications les plus récentes

<p>avenir suisse</p> <p>09 03 2023 analyse</p> <h2>Quel cap pour les crèches ?</h2> <p>Une revue des cadres légaux cantonaux et trois propositions pour une réforme efficace</p> <p>Fabrizio Schärer et Agustina Rodriguez Widmer</p> <p>Une politique pertinente en matière de crèches repose sur trois piliers. Premièrement, elle est plus efficace lorsqu'elle est mise en place là où les citoyens en profitent directement, à savoir dans les communes. C'est là qu'ils peuvent faire valoir leurs préférences tout en supportant les coûts de leur décision.</p> <p>Deuxièmement, une éventuelle aide devrait être versée directement aux parents, idéalement par le biais de bons de garde. Cela permet un soutien ciblé et le libre choix entre différentes offres de garde.</p> <p>Troisièmement, il s'agit de mettre la moins possible d'obstacles juridiques sur la cheminée des restaurants de crèches. Un nouvel indicateur développé par Avenir Suisse montre que les directives sont parfois trop bureaucratiques, surtout en Suisse romande. Lorsque ce triple objectif est respecté, il en résulte une politique de l'accueil de la petite enfance à la fois efficace et proche des familles.</p> <table border="1"><thead><tr><th>Contenu</th><th>Pages</th></tr></thead><tbody><tr><td>1. Sommaire: l'accueil préscolaire en Suisse</td><td>1</td></tr><tr><td>2. Objectifs de la politique en matière de crèches</td><td>3</td></tr><tr><td>3. Comparaison des approches cantonales</td><td>5</td></tr><tr><td>4. Propositions de réforme pour une politique efficace</td><td>13</td></tr><tr><td>5. Conclusion</td><td>15</td></tr><tr><td>Avenir Suisse</td><td>16</td></tr></tbody></table>	Contenu	Pages	1. Sommaire: l'accueil préscolaire en Suisse	1	2. Objectifs de la politique en matière de crèches	3	3. Comparaison des approches cantonales	5	4. Propositions de réforme pour une politique efficace	13	5. Conclusion	15	Avenir Suisse	16	<p>avenir suisse</p> <p>09 03 2023 analyse</p> <h2>Un frein aux cotisations salariales pour la Suisse</h2> <p>Pour que la Constitution protège la population active au même titre que les contribuables</p> <p>Michèle Sahli et Oğuz Bayındır</p> <p>La Constitution présente une lacune: elle plafonne le montant des impôts, mais pas celui des cotisations salariales, créant ainsi une asymétrie. En effet, les cotisations AVS, AI et APG fonctionnent comme des impôts, mais leur augmentation est soumise à moins de contraintes.</p> <p>Il en résulte une mauvaise incitation en politique: les nouvelles prestations sociales sont financées de préférence par le biais de la fiche de salaire, non pas pour des raisons objectives, mais pour des considérations tactiques.</p> <p>Conséquences: pour des raisons institutionnelles, la population active passe plus facilement à la caisse que les contribuables. Avenir Suisse propose donc un frein aux cotisations salariales: soit un plafond constitutionnel pour les cotisations salariales à caractère fiscal, à l'image des plafonds déjà prévus pour les impôts.</p> <table border="1"><thead><tr><th>Contenu</th><th>Pages</th></tr></thead><tbody><tr><td>1. L'asymétrie institutionnelle</td><td>1</td></tr><tr><td>2. Quand une cotisation salariale agit comme un impôt</td><td>3</td></tr><tr><td>3. Comment y remédier</td><td>4</td></tr></tbody></table>	Contenu	Pages	1. L'asymétrie institutionnelle	1	2. Quand une cotisation salariale agit comme un impôt	3	3. Comment y remédier	4	<p>avenir suisse</p> <p>09 03 2023 analyse</p> <h2>Un (capital) risque étatique ?</h2> <p>Comment la Suisse peut renforcer sa capacité d'innovation, même sans start-ups financées par l'Etat</p> <p>Lukas Schmid, Nils Puggiani</p> <p>La politique fédérale envisage depuis longtemps de soutenir financièrement les start-ups en phase de démarrage. Il ne fait aucun doute qu'un marché de capital-risque développé est essentiel pour une économie hautement développée.</p> <p>Mais le marché suisse du capital-risque n'a pas besoin du soutien de l'Etat: les investissements correspondants ont été multipliés par cinq en dix ans, les fuites de start-ups sont rares et les expériences européennes montrent qu'un financement public en fonds propres ne favorise pas l'innovation.</p> <p>Au lieu d'investir du capital-risque, la Confédération devrait s'en tenir à sa politique d'innovation et créer des conditions-cadres plus favorables aux start-ups.</p> <p>1. Le financement des start-ups, un point faible ? La Suisse fait partie des pays les plus compétitifs du monde, notamment grâce à la grande force d'innovation de son économie. Dans les comparaisons internationales, elle occupe depuis des années les premières places en matière de capacité d'innovation: elle domine le Global Innovation Index, classement de référence, depuis 15 ans consécutifs.</p> <p>Les raisons de cette force d'innovation sont multiples. La Suisse abrite un nombre supérieur de centres de recherche et développement qu'aucun autre pays au monde. Elle dispose en outre de nombreuses hautes écoles, qui jouissent d'une excellente réputation internationale, ce qui contribue à attirer des talents de recherche et de formation et à financer chaque année des dizaines de startups.</p> <p>Les succès coûteux technologiques fédéraux (EPFL) jouent un rôle clé en favorisant un environnement où la recherche académique aboutit régulièrement à des innovations commercialisables. Ainsi, une université européenne ne produit pas de start-ups avec des demandes de brevets que l'EPFL se classe cinquième.</p> <table border="1"><thead><tr><th>Contenu</th><th>Pages</th></tr></thead><tbody><tr><td>1. Le financement des start-ups, un point faible ?</td><td>1</td></tr><tr><td>2. Pourquoi le capital-risque est-il pertinent pour l'innovation nationale ?</td><td>3</td></tr><tr><td>3. Quelles est la situation du marché suisse de capital-risque ?</td><td>5</td></tr><tr><td>4. Pourquoi l'Etat ne peut pas investir en capital-risque ?</td><td>9</td></tr><tr><td>5. Comment renforcer la politique d'innovation suisse existante ?</td><td>12</td></tr></tbody></table>	Contenu	Pages	1. Le financement des start-ups, un point faible ?	1	2. Pourquoi le capital-risque est-il pertinent pour l'innovation nationale ?	3	3. Quelles est la situation du marché suisse de capital-risque ?	5	4. Pourquoi l'Etat ne peut pas investir en capital-risque ?	9	5. Comment renforcer la politique d'innovation suisse existante ?	12
Contenu	Pages																																			
1. Sommaire: l'accueil préscolaire en Suisse	1																																			
2. Objectifs de la politique en matière de crèches	3																																			
3. Comparaison des approches cantonales	5																																			
4. Propositions de réforme pour une politique efficace	13																																			
5. Conclusion	15																																			
Avenir Suisse	16																																			
Contenu	Pages																																			
1. L'asymétrie institutionnelle	1																																			
2. Quand une cotisation salariale agit comme un impôt	3																																			
3. Comment y remédier	4																																			
Contenu	Pages																																			
1. Le financement des start-ups, un point faible ?	1																																			
2. Pourquoi le capital-risque est-il pertinent pour l'innovation nationale ?	3																																			
3. Quelles est la situation du marché suisse de capital-risque ?	5																																			
4. Pourquoi l'Etat ne peut pas investir en capital-risque ?	9																																			
5. Comment renforcer la politique d'innovation suisse existante ?	12																																			

[Quel cap pour les crèches ?](#)

[Un frein aux cotisations salariales pour la Suisse](#)

[Un \(capital\) risque étatique ?](#)

**Vous avez manqué une infolettre?**

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, [avenir-suisse.ch/fr/](https://www.avenir-suisse.ch/fr/)

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[Pourquoi vous recevez cette infolettre](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez [NewsletterFR@avenir-suisse.ch](mailto:NewsletterFR@avenir-suisse.ch) à votre carnet d'adresses.

Gestion de l'abonnement